

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Budget : la CGT dénonce un nouveau passage en force au détriment des salarié·es

Les projets de loi de finances 2025 et de financement de la sécurité sociale du gouvernement Bayrou ont été adoptés ce jour via l'utilisation de l'article 49 alinéa 3. Ce sont les 25ème et 26ème 49.3 depuis le début du septennat d'Emmanuel Macron. La CGT dénonce, une fois encore, l'utilisation d'un passage en force pour contourner la démocratie.

Malgré les désaveux et les défaites électorales du camp Macron, sanctionné par les urnes, le nouveau Premier ministre tente de poursuivre la même politique de l'offre que ces prédécesseurs. Dans la continuité des gouvernements précédents, les efforts se font sur le dos des salarié·es, et ce sont elles et eux qui vont de nouveau payer l'addition. Pour la première fois depuis 25 ans un gouvernement réduit les dépenses de l'Etat de 2% en prévoyant une baisse de 32 Mds des dépenses publiques, attaquant notamment les budgets alloués :

- Au travail et à l'emploi avec une baisse massive de -3,104 Mds. **C'est la coupe la plus importante;**
- A l'écologie avec une baisse de -2,579 Mds ;
- A l'aide publique au développement avec une baisse de -1,674 milliard € ;
- A la recherche et à l'enseignement supérieur avec une baisse de -1,566 milliard €.

Ainsi, tandis que des coupes sont opérées sur des secteurs sociaux et publics, des mesures de maintien ou d'assouplissement sont appliquées lorsqu'il s'agit du patronat, illustrant un traitement inégal des différents acteurs économiques et sociaux. :

- La fonction publique où le gouvernement répond à la crise par la baisse du taux d'indemnisation des jours d'arrêt maladie, par le gel du point d'indice et par de vastes coupes dans les dotations aux collectivités ;
- L'aide Médicale d'Etat, le Premier ministre fait le choix de tendre la main au Rassemblement national en adoptant une réduction des crédits dédiés à l'AME.
- Le maintien de la contribution exceptionnelle sur les grandes entreprises a vu son application réduite d'un an sous la pression du patronat.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Ces coupes ont déjà des conséquences directes et se traduisent par des plans d'austérité comme les baisses des budgets dédiés à la culture, au sport et au secteur associatif dans plusieurs départements et régions. A l'inverse, la remise en cause des cadeaux exorbitants aux entreprises n'est toujours pas à l'ordre du jour : pas question de toucher aux 100 Mds de dividendes versés en 2024.

Cependant, la mobilisation des salarié-es et la censure ont forcé le gouvernement à revoir leur copie à la marge. La CGT se félicite notamment de l'abandon des 4000 suppressions de postes dans l'Education nationale, des 500 postes à France Travail, et des 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie ; tous à mettre au crédit de la très forte mobilisation du 5 décembre dernier à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique.

Un autre budget et une vraie sécurité sociale sont possibles :

Pour la CGT, il faut un investissement massif dans nos services publics et nos infrastructures pour préparer l'avenir. Le budget est un outil qui doit être mis au service d'un plan stratégique de réindustrialisation du pays.

Pour le financer, la CGT défend une **réforme fiscale** qui permettrait plus de **justice fiscale avec notamment le rétablissement des impôts pour les entreprises** (impôt sur les sociétés et CVAE), ou la conditionnalité des 175 milliards d'aides publiques annuelles aux entreprises.

Concernant la sécurité sociale, pour cesser le déshabillage, il est urgent de repartir des fondamentaux : la CGT revendique une **sécurité sociale qui réponde intégralement aux besoins et dont les recettes soient assurées par des cotisations**. Plutôt que d'empêcher de se soigner ou pénaliser les retraité-es et pour éviter un déficit artificiellement construit, il est possible de revoir les 80 milliards d'exonérations de cotisations, augmentés de 20 milliards depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron.

La CGT rappelle son opposition à la réforme des retraites et à toute mesure remettant en cause les droits des salarié.es, leur protection sociale et leur niveau de vie. A l'image du semestre dernier, la CGT appelle à multiplier les luttes pour inverser le rapport de force et pousser le gouvernement à renoncer à ses projets néfastes.

Montreuil, le 4 février 2025